

« S'OUVRIR SUR L'EXTÉRIEUR » : UNE RÉFORME SAISIE PAR LES PROFESSIONNELS D'UN CENTRE ÉDUCATIF FERMÉ

[Arnaud Frauenfelder](#), [Géraldine Bugnon](#), [Éva Nada](#)

Érès | « [Espaces et sociétés](#) »

2015/3 n° 162 | pages 111 à 126

ISSN 0014-0481

ISBN 9782749248219

DOI 10.3917/esp.162.0111

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2015-3-page-111.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Érès.

© Érès. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



« S'ouvrir sur l'extérieur » : une réforme saisie par les professionnels d'un centre éducatif fermé

Arnaud Frauenfelder
Géraldine Bugnon
Éva Nada

Depuis ces dernières décennies, on assiste en Europe à un retour de la question carcérale dans les réponses engagées vis-à-vis du traitement de la délinquance juvénile. Ce retour se situe dans un contexte sociétal traversé par des mouvements d'apparence contradictoires : d'une part, un processus de reconnaissance publique des mineurs comme sujets de droit dont il convient de protéger l'intégrité physique et morale, d'autre part, l'émergence d'un nouveau régime de sensibilité publique à la délinquance juvénile. Ce contexte sociopolitique et idéologique contraint les institutions d'enfermement à la

Arnaud Frauenfelder, professeur docteur en sociologie à l'University of Applied Sciences Western Switzerland (HES-SO), Haute École du travail social (HETS)
Arnaud.Frauenfelder@hesge.ch

Géraldine Bugnon, docteur en sociologie aux Universités de Genève et Lille 1
Geraldine.Bugnon@unige.ch.

*Éva Nada, doctorante en sociologie à l'Université de Neuchâtel et à la HETS de Genève ;
boursière HES à l'Université de Glasgow (UK)*
Eva.Nada@hesge.ch

fois à plus de « dignité » en réduisant les temps d'encellulement et en s'ouvrant à des formes de prise en charge pluridisciplinaire dans une volonté d'améliorer la vie quotidienne des mineurs, et à plus de « fermeté », en préconisant un renforcement des aménagements architecturaux sécuritaires. Ces changements s'inscrivent dans le cadre des transformations de la justice pénale des mineurs. Depuis la fin du ^{xx}e siècle, on assiste en Europe à un retour des impératifs de punition et de sanction s'incarnant avec une intensité variable, selon les contextes nationaux, dans la notion de « responsabilisation » des mineurs délinquants (Bailleau et Cartuyvels, 2007). En Suisse, la justice pénale des mineurs est également traversée par ces tendances. Si la visée éducative est maintenue dans le nouveau droit pénal des mineurs adopté en 2003 (DPMIn), les deux formes de privation de liberté mentionnées au dernier rang des mesures de protection (en milieu fermé) ou des peines (en établissement de détention) sont toutefois « nettement plus sévères que le droit précédant » (Zermatten, 2008, p. 96). Enfin, effet de fédéralisme oblige, les autorités cantonales bénéficient d'un « large pouvoir d'appréciation » dans l'application de la législation fédérale (OFJ, 2013, p. 3)¹. Si les réaménagements des cadres législatifs et normatifs de la justice pénale des mineurs ont d'ores et déjà été bien étudiés (Queloz et Bütikofer Repond, 2002), la mise en œuvre concrète de ces réformes ainsi que les ambivalences qui en découlent, notamment sur le terrain de l'intervention en milieu fermé, demeurent moins documentées. Cet article entend contribuer à ce vaste chantier de recherches (Mucchielli, 2005 ; Chantraine et Sallée, 2013) en restituant certains résultats d'une enquête sociologique réalisée dans un centre éducatif fermé (CEF) de Suisse romande entre 2011 et 2013.

Au cours de cette enquête, nous avons cherché à comprendre les manières diverses, et parfois concurrentes, dont les professionnels rencontrés étaient amenés à concevoir ce que « enfermer des mineurs veut dire » (Frauenfelder et *al.*, 2013). Le CEF étudié présente la particularité d'être destiné à des séjours de courte durée, ne dépassant généralement pas trois mois. Trois autres établissements analogues existent en Suisse, alors que les onze autres établissements d'éducation fermée situés sur le territoire suisse sont réservés à des séjours de moyenne ou de longue durée (de 10-12 mois à 3-4 ans) (OFJ, 2013, p. 6-7). Un peu à l'image des maisons d'arrêt pour mineurs, le CEF investigué, d'une capacité de 30 places environ, recueille le « tout-venant des tribunaux », avant et parfois après jugement, et se trouve dès lors « au nœud des contradictions entre l'injonction à l'humanisation, et la gestion sécuritaire des flux » (Bouagga, 2013, p. 12). Mis au service du travail d'instruction (détention provisoire) et

1. Même si la nouvelle loi fédérale sur la procédure pénale unifiée des mineurs (PPmin), entrée en vigueur 2011, entend harmoniser les différentes procédures cantonales.

d'observation (expertise réalisée au service de la décision judiciaire), le CEF englobe toutefois un ensemble d'interventions professionnelles dont la fonction ne se réduit pas simplement à la celle d'auxiliaire de justice. Cette autonomie relative a été renforcée depuis les années 2000 par le mouvement de recomposition du champ d'intervention professionnelle placée sous l'égide de la « pluridisciplinarité » et s'inscrivant dans un processus plus général de « détotalisation » (Rostaing, 2009) de l'institution-prison.

Censée répondre à la critique de la « désocialisation » induite par l'enfermement², cette promotion de la pluridisciplinarité – une caractéristique exigée désormais par le nouveau cadre législatif national adopté³ et faisant partie du concordat romand des institutions de détention pour mineurs (2005) – va ouvrir un espace à des formes d'encadrement diverses, partiellement tributaires de l'hétérogénéité des corps professionnels impliqués. Parallèlement à cette forme de recomposition interne de l'univers professionnel, le CEF sera contraint de se conformer à des normes de sécurité plus élevées en raison des nouveaux standards exigés par le DPMin et les recommandations du Conseil de l'Europe (2008) pour les établissements fermés – nécessité que les portes, fenêtres, cours extérieures et clôtures soient sécurisées. Ces évolutions n'iront pas sans contribuer aux ambiguïtés de l'encadrement engagé, mettant à l'épreuve les acteurs professionnels concernés.

La question des « liens avec l'extérieur » illustre l'ambivalence de l'enfermement carcéral dans les sociétés démocratiques (Combessie, 1994) et représente ainsi un objet d'analyse fécond. Si l'arrivée de nouveaux corps professionnels – médical et enseignant – se solde par une réorganisation de la vie interne alignée sur le principe d'une urbanité extérieure permettant l'accès des jeunes à un régime de droits communs incarné par l'accès au soin, à l'instruction mais aussi la diminution des temps d'encellulement (Sallée, 2012), il apparaît que cette forme de décloisonnement de l'institution s'accompagne d'un réinvestissement des attentes professionnelles autour des vertus du cadre « contenant ». Cet article entend mettre en lumière ces ambivalences en documentant les manières diverses dont « la réalité extérieure » est investie concrètement et symboliquement dans l'intervention engagée par les professionnels auprès des mineurs.

2. Cette critique sera alimentée, notamment, par l'enquête de Goffman (1968) sur l'hôpital psychiatrique. L'auteur montre comment les « institutions totales » constituent dans nos sociétés modernes des espaces clos, coupés de l'extérieur et visant à tenir la population recluse éloignée du reste de la société.

3. Le DPMin (2007) stipule que les mineurs en détention avant jugement doivent bénéficier d'une « prise en charge appropriée » (art. 6, al. 2, 2^e phrase).

UNE ENQUÊTE EN TEMPS DE CRISE

L'enquête dans le CEF a été réalisée dans un contexte de crise institutionnelle : le concept d'intervention proposé par la direction de l'établissement – qui réunit les aspects centraux du fonctionnement et des objectifs poursuivis par l'institution – avait en effet été invalidé par l'instance fédérale chargée de son financement. Conséquence de la réforme pénale engagée, cette situation a également été observée dans d'autres établissements d'éducation fermés en Suisse ne répondant pas suffisamment aux standards du nouveau DPMIn (OFJ, 2007 et 2013). L'enquête de terrain, financée par la Confédération suisse (CTI⁴) et répondant à un mandat de recherche du Département de la sécurité du canton concerné⁵, a montré combien l'analyse des conditions d'enquête gagnait à être intégrée dans la construction de l'objet étudié (Frauenfelder et *al.*, 2014). Tant les controverses médiatiques sur la finalité de l'institution, les injonctions juridiques sur la diminution des temps d'encellulement, que les réactions des professionnels rencontrés à ces pressions extérieures nous ont mis sur des pistes de recherche particulièrement fécondes. Alors même que ce CEF faisait l'objet de discours publics foisonnants, nous avons décentré notre regard afin d'appréhender l'institution « par le bas », c'est-à-dire à partir de « ceux qui concrètement, au quotidien, la font » (Coutant, 2012, p. 24). Cette contribution s'appuie sur ce travail d'enquête fondé sur un corpus de données empiriques composées de sources orales – 21 entretiens qualitatifs approfondis réalisés auprès de différents professionnels⁶ – et écrites – dossiers de jeunes, rapports d'activités, discours institutionnel et quelques coupures de presse. Si l'enquête en milieu carcéral s'avère particulièrement délicate en raison des contraintes inhérentes aux institutions fermées, le fait même que des sociologues puissent étudier ce type d'univers est, sans doute, l'indice d'un « contexte de desserrement [relatif] de l'étau carcéral » (Bouagga, *op. cit.*, p. 22).

L'article comprend trois parties. Premièrement, nous précisons certains éléments des cadres matériels, institutionnels et juridiques dans lesquels cette préoccupation d'ouverture est agencée. Deuxièmement, nous décrivons les formes de réception par les professionnels de cette exigence d'ouverture : leurs manières de proposer une organisation « aussi proche que possible de la

4. La Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) est l'agence pour la promotion de l'innovation, elle fait partie du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche.

5. Pour préserver l'anonymat du terrain d'enquête et des personnes interviewées, nous sommes contraints d'« invisibiliser » le canton concerné. Dans cette même logique, les noms figurant dans les *verbatim* cités sont fictifs de même que le terme générique de CEF utilisé pour désigner l'établissement concerné.

6. Maîtres socioprofessionnels, éducateurs, agents de détention, personnel médical et enseignant.

vie réelle » comme les réserves dont ces pratiques font l'objet seront examinées. Dans un troisième temps, nous montrerons comment, au-delà de ces attitudes contrastées, le cadre « contenant » de la prise en charge semble être remis au goût du jour à travers l'émergence de modèles d'intervention soucieux de conjuguer « enfermement et autonomisation du sujet ».

UN « ESPRIT D'OUVERTURE » À SITUER DANS SON CONTEXTE

La question des liens entre intérieur et extérieur, au centre de la réforme du CEF concerné, s'inscrit à l'intersection de différents processus qui se manifestent de manière concomitante : le rapatriement du « secteur observation » sur le même site que le secteur de détention préventive ; une dynamique de recomposition de l'espace professionnel caractérisée par l'entrée d'intervenants extérieurs ; des injonctions juridiques préconisant la diminution des temps d'encellulement en phase avec les nouveaux standards internationaux. Si le premier processus est particulier à l'histoire de cet établissement, les deux autres sont présents dans d'autres établissements d'éducation fermés. Ils s'inscrivent dans une dynamique d'ouverture des institutions d'enfermement.

Le rapatriement du « secteur observation » en milieu fermé

Le CEF est défini comme « un centre éducatif de détention et d'observation pour mineurs »⁷. Si le juge peut recourir à une diversité de motifs de placement (sanction disciplinaire, révocation du sursis, *etc.*), dans la pratique, la plupart des mineurs sont placés dans le cadre d'une « détention préventive » (au maximum une semaine)⁸ et d'une « mesure d'observation » (au maximum trois mois). Le contenu du mandat diffère : alors que la détention préventive a pour fonction de maintenir le mineur « à disposition de la justice » en évitant les risques de fuite ou de collusion, la mesure d'observation est une intervention de crise, ordonnée pour « statuer sur la mesure de protection ou la peine à prononcer » *via* une « enquête » approfondie sur la situation personnelle du mineur⁹.

Historiquement, il ressort que la mise en œuvre de ces deux mandats, de même que leur agencement géographique et architectural, varient à travers le temps : le milieu ouvert, « foyer » et « observation », vient en effet se greffer au début des années 1970 à la « prison pour adolescents » originale, coexistence qui durera près de vingt ans. Au tournant des années 1990, la mesure d'observation est délocalisée sur un autre site, puis rattachée à nouveau au site d'origine dans

7. Règlement du centre éducatif de détention et d'observation, 3 novembre 2004, F 1 50.24.

8. Voir art. 27 DPMIn (2009).

9. Voir art. 9 DPMIn (2003).

les années 2000. Le rapatriement du secteur observation, décision initiée par la direction de l'époque et révélant la marge de manœuvre dont bénéficient généralement les responsables d'établissements d'éducation fermés (Heller, 2012), est vécu par de nombreux professionnels comme une opportunité pour développer de nouveaux modes d'intervention socioéducative :

« Auparavant, c'était très cloisonné, il y avait le centre, il y avait la prison et la mesure d'observation qui était à l'extérieur. [Le directeur, arrivé au début des années 2000] a développé cette mesure d'observation à l'intérieur [...], et les éducateurs ont eu un rôle différent, plus ouvert [...]. Pour nous autres éducateurs, ça donnait un aspect intéressant, pouvoir s'ouvrir sur l'extérieur ! » (Membre de la direction, femme, 50-55 ans, formation d'infirmière en soins psychiatriques)

Signe de cet engouement en faveur de l'observation, certains professionnels ayant débuté en détention préventive, demandent à changer de secteur :

« – J'ai commencé en préventive quand ça s'est ouvert en 2005. Au bout de quelques années, j'ai fait la demande pour travailler en observation.

– *Q. Pourquoi ?*

– Une des raisons principales, c'est que j'avais envie de faire un autre travail, en fait avec les jeunes. Pour moi, la préventive, c'est plus du travail où on fait face à des situations extrêmes, tandis qu'en observation on peut mettre en place des projets, on rencontre les assistants sociaux, voilà, la démarche m'intéressait. » (Éducatrice, 40-45 ans, licence en psychologie)

Ce réaménagement de l'institution a donc aussi un impact sur la nature du travail engagé : alors que la majorité des prises en charges concernait des jeunes en détention préventive dont les séjours étaient généralement très courts, la situation change progressivement au cours des années 2000. Non seulement la mesure d'observation concerne toujours plus de mineurs, mais c'est aussi la durée de leur présence qui s'allonge dans l'institution, passant de un à trois mois et parfois plus.

Or, cette forme de réinvestissement symbolique et humain dans le CEF autour du « secteur observation » est concomitante du mouvement de recomposition du champ d'intervention professionnelle.

Un espace professionnel recomposé par l'arrivée de nouveaux venus

Espace de pratiques d'encadrement traditionnellement occupé par les maîtres socioprofessionnels et les éducateurs depuis sa création en 1964, le CEF est également investi, à partir des années 2000, par des agents de détention ainsi que par des professionnels du médical et de l'enseignement venant de l'extérieur. Inscrite dans une volonté de décroisement des institutions fermées, la promotion de l'intervention pluridisciplinaire entend reconfigurer la vie interne en offrant la possibilité au jeune détenu de « diversifier ses relations dans un

monde relationnel restreint et limité à des relations non choisies [en offrant] une occasion de rencontrer des *autrui significatifs* [...] qui peuvent valoriser d'autres statuts que le statut principal de détenu » (Rostaing, *op. cit.*, p. 96).

Dans les faits, ce mouvement de pluridisciplinarité et d'ouverture à de nouveaux corps professionnels délègue aux nouveaux entrants, corps enseignant et corps médical, le projet d'humanisation de la prison (Foucault, 1975). Les propos de cet infirmier sont évocateurs à ce propos :

« Très rapidement quand je suis arrivé ici... J'y ai été un peu, un peu fort peut-être, mais c'est vrai qu'il y a une cellule 17, qui est le cachot. Et j'ai constaté qu'en plein hiver, cette cellule n'était pas chauffée... La direction m'avait alors assuré qu'elle réglerait le problème [...], mais ça n'a pas été le cas... Donc très rapidement j'ai envoyé directement une lettre à la commission des visiteurs en accord avec mon chef. » (Personnel médical, homme, 50-55 ans, formation d'infirmier en psychiatrie)

L'arrivée de ces nouveaux corps professionnels interroge donc le sens des pratiques professionnelles engagées, donnant lieu tant à des logiques de recomposition professionnelle pour ceux « habitant » déjà les lieux, que d'expérimentations de nouveaux territoires d'intervention pour les « nouveaux venus ».

Une institution incitée à diminuer les temps d'encellulement

Le projet « d'humanisation de la prison » découle également de pressions extérieures (en phase avec certaines recommandations européennes¹⁰) incitant les institutions à diminuer les temps d'encellulement intra-muros. Alors que les conditions d'encellulement sont critiquées parfois de manière virulente dans la presse locale déplorant le décalage du CEF par rapport à certains standards juridiques internationaux (« Les jeunes détenus comme les sardines »¹¹ ou « L'isolement des mineurs en cellule est inacceptable »¹²), une volonté de diminuer les temps d'encellulement sera relayée par les autorités locales de la juridiction des mineurs au moyen d'une directive à destination des professionnels concernés les enjoignant à sortir les jeunes des cellules au minimum huit heures par jour. Cette injonction entre en contradiction avec des discours d'acteurs professionnels et politiques – repris par les médias locaux¹³ – demandant à « sécuriser » davantage l'institution afin d'éviter les évasions et de maintenir l'ordre interne. Par ailleurs, la diminution des temps d'encellulement au profit

10. Voir : art. 80.1, Recommandation CM/Rec (2008) 11).

11. *20 Minutes*, 1.01.2010.

12. *Le Temps*, 24.03.2011.

13. « Prison pour mineurs : treize évasions en un an. Les gardiens et les éducateurs du CEF dénoncent des problèmes de sécurité » (*Tribune de Genève*, 27.04.2012).

des temps collectifs renseigne aussi sur la pression toujours plus forte des cadres réglementaires extérieurs sur les agents d'encadrement.

Ces pressions externes ne s'expriment pas seulement sur le plan réglementaire auquel il convient de se conformer, mais aussi sur le plan cognitif et moral conférant à l'acte d'enfermement de nouvelles significations. Institué comme l'*ultima ratio*, l'acte d'enfermement est en effet appelé à s'émanciper de visions ouvertement « punitives ». Cette diminution des temps d'encellulement promeut ainsi une forme de décroisement interne de l'institution facilitant l'accès des mineurs à un régime de droit commun en milieu fermé, plus proche de la vie sociale telle qu'elle se déroule à l'extérieur de l'institution.

UNE RÉFORME ACCUEILLIE DE MANIÈRE CONTRASTÉE PAR LES PROFESSIONNELS

Les enquêtés sont nombreux à partager des dispositions critiques envers l'enfermement, acquises dans le cadre de leur trajectoire sociale et associées à la réception des recherches critiques de Foucault ou Goffman portant sur les institutions d'enfermement. Les professionnels estiment que la détention comporte un « risque de désocialisation » pouvant renforcer l'« identité délinquante » des jeunes concernés. Ces dispositions critiques les incitent à revisiter la question des liens tissés avec la réalité extérieure, liens qu'il convient d'aménager, tant cette extériorité fait partie du monde dans lequel le jeune sera amené de fait, tôt ou tard, à retourner.

Entre « reconstruire la réalité extérieure » à l'intérieur...

Une première manière de tisser un lien avec l'extérieur consiste à reproduire à l'interne certains aspects de ce monde extérieur, en *alignant* la vie de l'institution sur le principe d'une urbanité incarnée par les sphères du monde du travail, de l'école, mais aussi de l'accès aux soins. Ce travail sur la continuité entre l'intérieur et l'extérieur se manifeste sous des formes diverses. D'une manière générale, seuls les agents de détention occupent une fonction intrinsèquement liée au cadre carcéral, ce qui signifie que tous les autres ont une activité qui existe aussi en dehors de l'institution. Cette situation d'extériorité amène les professionnels à s'approprier l'univers fermé selon des logiques spécifiques. Nous nous concentrons ici sur le monde de l'école et celui du travail, car la réalité extérieure reproduite à l'interne par le corps enseignant et les maîtres socioprofessionnels (MSP) présente la particularité de toucher tant aux aspects écologiques (formes d'aménagement et objets matériels) que sociaux (normes et codes sociaux) du CEF. En outre, le rapport à l'extériorité vu à travers ces deux types d'acteurs offre l'avantage de penser les relations entre « groupe installé » et « nouveaux venus ».

L'entrée au CEF du corps enseignant, profession autonome rattachée à un autre « ministère », celui de l'instruction publique et non de la sécurité, date de 2010. Avant, une classe était aménagée au sein du CEF, mais les « enseignants » qui y dispensaient des cours étaient d'abord des éducateurs et leur activité prenait place dans un vide légal. Les enseignants « nouveaux venus » ont amené dans leur « bagage », outre l'*ethos* de leur profession, l'environnement physique et le matériel qui lui sont généralement associés, et sans lesquels l'activité enseignante ne trouverait pas certaines possibilités. Alors qu'on sait que « le travail nécessaire pour maintenir l'illusion est d'autant plus laborieux pour les acteurs qu'ils s'inscrivent [...] dans des univers sociaux [...] contradictoires » (Lahire, 1998, p. 26), l'enseignant sait bien que le CEF n'est pas un établissement scolaire et que « faire la classe » dans cet univers ne va guère de soi. Évaluant son nouvel univers selon les normes d'une classe (d'école) qui lui sont familières, il ne peut qu'en constater les limites à son arrivée. En même temps, la description des « manques » (d'espace, de matériel), révèle combien « donner l'impression d'être dans une classe » (à soi-même et aux autres) repose sur une somme d'impondérables, qui ne sont guère évidents à mettre en œuvre :

« Un des objectifs de cette classe, c'est de les réintégrer. Parce qu'on a une majorité de jeunes qui viennent du secteur de l'observation. Donc j'ai dit à mon collègue "qu'on allait faire des tables séparées" [...], je veux dire des vraies tables d'école, pas trop grandes, qu'il y ait juste deux places et qu'on garde les grandes tables pour mettre des ordinateurs [...]. Ce que je voudrais, c'est un local "classe" qui soit digne de ce nom, [...] équipé comme une salle de collège » (Enseignante, 50-55 ans, licence en lettres)

Les ateliers de travail manuel (cuisine, menuiserie, jardin) proposés par les maîtres socioprofessionnels renvoient au même souci d'établir une certaine continuité entre la vie interne et les exigences du monde extérieur. Respect des horaires, envie de donner aux jeunes le goût du travail, socialisation à certains codes sociaux (importance du vouvoiement), là aussi la réalité extérieure est au centre de l'investissement des maîtres socioprofessionnels (MSP), y compris dans la manière de penser l'avenir professionnel de ces jeunes :

« Qu'est-ce qu'on leur propose, qu'est-ce qu'on va faire avec eux ici pour qu'ils soient bien à l'extérieur ? On leur propose quoi ? Il faut bien qu'on les mette au boulot ! Que ce soit un bon aide maçon ou un aide peintre ou ainsi de suite, puisqu'on ne va pas en faire des ingénieurs » (Homme, 50-55 ans, MSP diplômé)

Or, à la différence des enseignants, les MSP sont-là depuis la création du CEF. Si l'importance de tisser un lien avec l'extérieur *via* le travail réalisé en atelier ne date pas d'aujourd'hui, ils ont plutôt l'impression que cette mission devient de plus en plus « fictive », évolution qu'ils déplorent fortement. Force est de constater que la place qui leur est accordée n'est plus la même, à l'image de l'espace physique dévolu aux ateliers « qui s'est rétréci ». Certains

interviewés, présents depuis plus de 20 ans, commentent, non sans regrets, les changements intervenus quant à leur rôle, qui réduisent toujours plus leur intervention à de l'« occupationnel » :

« [Auparavant], les jeunes descendaient aux ateliers, comme si on va travailler dans une entreprise, ils mettaient une salopette, ils se changeaient, ils étaient en tenue d'atelier et ils travaillaient aux ateliers. Par rapport aux travaux qu'on faisait, des fois on faisait des travaux pour des clients extérieurs [...]. Ce n'était pas de l'industrie mais il y avait un certain rendement. La réalité, y avait la réalité de l'extérieur. [...] [En plus, on pouvait] voir concrètement s'ils sont plus capables pour ceci ou cela. [...] Quand on est venus là, tout ce qui était grosses machines, c'était plus aux normes fédérales, donc elles ne sont jamais venues de ce côté. Et de toute façon y avait plus la place ! La place s'était rétrécie ! On avait plus que des établis avec quelques petits trucs, on faisait plutôt de l'occupation, on ne faisait plus de travaux importants. » (Éducateur ancien MSP, 60-65 ans, formation en apprentissage)

Paradoxalement, cette recomposition du rôle et du sens de l'intervention des MSP découle en partie des conséquences indirectes engendrées par l'amélioration des conditions de détention, dont la diminution des temps d'encellulement des jeunes détenus est prototypique. Alors qu'auparavant, le travail en atelier était la seule activité offrant la possibilité à certains jeunes de sortir de leur cellule, aujourd'hui ce sont l'ensemble des détenus qui peuvent passer plus de temps hors cellule. Les éducateurs proposent ainsi en parallèle divers ateliers et activités (sportives, ludiques, artistiques). Dans ce contexte, mise en concurrence avec d'autres activités pouvant être perçues comme davantage récréatives ou ludiques, l'attractivité relative des ateliers n'est plus la même :

« On est dans cette difficulté-là, des prises en charge de 8 heures. Nous ça fait 5 ans qu'on les prend en charge 8 heures, mais avant les autres étaient en cellules, donc ça avait un sens ! Ils voulaient venir à l'atelier, parce qu'ils sortaient. Pendant ce temps, les autres étaient en cellule. » (Homme, MSP diplômé, 50-55 ans, formation en apprentissage)

« Quand tu penses ces jours, avec la chaleur qu'il faisait, on bossait dehors avec un jeune détenu et il y avait les autres qui rigolaient qui jouaient au Uno à 4 mètres, l'autre faut le garder au boulot ! Il a un sacré coffre de rester je trouve ! » (Éducateur ancien MSP, 60-65 ans, formation en apprentissage)

Si les différents corps professionnels s'emploient donc – de manière plus ou moins reconnue et effective – à reproduire certains aspects de la réalité extérieure à l'intérieur de l'institution, on observe également la présence de discours critiques qui remettent en cause cette « fiction » institutionnelle :

« C'est vrai que c'est un petit peu faussé ici, ce n'est pas la vraie réalité, ce n'est pas la vraie vie, ce n'est pas la vraie école. » (Enseignante, 50-55 ans, licence en lettres)

Fort de cette critique partagée souvent sur le ton de l'évidence, certains professionnels privilégient alors d'autres formes de prise en charge, plaçant le jeune « sur l'extérieur » pour un temps limité.

... et « mettre le jeune sur l'extérieur »

Pour de nombreux professionnels, la seule manière de « confronter » le jeune à la réalité extérieure, c'est tout simplement de le laisser sortir de l'institution, ponctuellement et progressivement, dans le cadre de « projets individualisés » validés par le juge.

« Nous, on n'est pas crédules. Par exemple, un jeune il va faire en sorte ici que cela se passe tout bien, il va être respectueux avec les adultes [dans le CEF], il va faire ce qu'on lui demande [...]. Mais hop, dès qu'on le met sur l'extérieur [...]. Est-ce qu'il arrive à tenir le coup ? Parce qu'on se dit que si déjà quand il doit partir le matin et rentrer le soir [ici], [...] que déjà là ça foire un peu, parce qu'ils ne savent pas rentrer ou qu'ils font des délits, qu'ils boivent quand ils rentrent, on se dit qu'après, quand ils seront livrés à eux-mêmes dans un foyer ou en famille... »
(Éducatrice, 30-35 ans, diplôme de travail social)

Ce temps passé en dehors des quatre murs de l'institution peut être dédié à une rencontre avec les parents au domicile, avec un responsable de stage, un patron pressenti. Expérimentée dans le secteur observation, cette forme de *liberté surveillée ponctuelle* permet aux éducateurs de jauger (souvent par le biais d'un travail en réseau avec des acteurs externes) de la manière dont le jeune arrive concrètement à réintégrer, ponctuellement, le monde extérieur. Soumis à évaluation, ce projet peut être redéfini au besoin ; le non-respect des engagements fixés selon la logique contractuelle d'un « pacte éducatif » (Bodin, 2011, p. 104) peut faire l'objet de sanctions et infléchir le projet de sortie définitive du jeune :

« Si le jeune a un projet de faire un apprentissage et de retourner dans sa famille, nous on dit qu'on est d'accord avec ça, on essaye de mettre en place ce projet, c'est-à-dire qu'il va devoir se trouver un stage ici, et respecter tout ce qui va avec, rentrer à l'heure, ne pas consommer, et *cætera*. Si ça se passe mal, on va redéfinir le projet. Si ça se passe très mal, on va peut-être lui donner encore une chance. [On] va aussi lui donner beaucoup plus facilement les permissions, pour voir aussi comment ça se passe en famille, voir s'ils arrivent à mettre un cadre le week-end »
(Éducatrice, 40-45 ans, licence en psychologie)

Il ressort que cette conception horizontale des relations, qui reconnaît d'emblée au jeune des compétences, charge toutefois ce dernier d'un devoir de responsabilité non négligeable. Cette part de contrainte indirecte associée aux formes négociées de régulation propres à ce type de projet sur l'extérieur est parfois ouvertement identifiée par les professionnels :

« C'est plus ouvert mais néanmoins c'est conditionné. Donc les jeunes doivent faire des demandes à leur juge, voir à leur assistant social pour pouvoir sortir et ils connaissent les règles. Et c'est beaucoup plus difficile. Parce que sortir, que ce soit à l'école, ou n'importe où en milieu professionnel, quand il faut rentrer au CEF après avoir passé la journée dehors... C'est un gros challenge ! » (Membre de la direction, femme, 50-55 ans, formation d'infirmière en soins psychiatriques)

L'analyse du mouvement d'ouverture sur l'extérieur montre combien ce processus a contribué à reconfigurer les champs d'intervention professionnels d'une part, et le sens que les professionnels attribuent à l'enfermement d'autre part. Or, derrière ces manières différentes d'entretenir des liens avec l'extérieur, derrière ces « "fictions nécessaires" auxquelles les acteurs ne croient pas vraiment mais ne peuvent renoncer sans que leur travail se vide de sens » (Rostaing, *op. cit.*, p. 94), il apparaît que le cadre « contenant » de l'institution est également réinvesti, remettant au goût du jour le principe d'un « éducatif contraint » (Sallée, 2014).

Les vertus de la « contenance » réinventées

De nombreux matériaux analysés témoignent de l'importance consacrée au « cadre contenant » de la prise en charge et ceci, bien souvent, dans une rhétorique qui associe « contenance » et échanges entre le dedans et le dehors, comme en témoigne cet extrait du concept officiel du CEF étudié : « Si le mur de la prison est un puissant contenant, ce n'est qu'un mur. Or, c'est entre ces murs qu'un véritable travail de réflexion et de mentalisation doit avoir lieu dans un échange permanent entre le dedans et le dehors. Alors, la parenthèse-prison peut devenir un outil éducatif, pédagogique et psychothérapeutique de grande valeur. » (Direction du CEF, Concept général, 2010, p. 12-13)

Le cadre « contenant » de l'institution est présenté comme moyen de « rendre le jeune disponible à la relation ». Tel un monde inversé, cette manière de faire de la « contenance » un support à l'émancipation va de pair avec une représentation d'un extérieur potentiellement « nocif » dans lequel les jeunes « s'abîment ».

« Il y a l'idée qu'on s'abîme en détention, ok. Soit. L'idée qu'un jour de détention c'est un échec, soit. Mais dehors qui s'abîme ? Dehors ces murs-là, il n'y a pas un système qui arrive à s'occuper et prendre en charge ? Donc, qu'on parte du principe qu'il ne faut pas stigmatiser, qu'il ne faut pas enfermer, ceci-cela, ça me paraît très simple. Cela dit, on occulte le fait que quand ces mineurs-là, comme pour la psychiatrie, ils sont à l'extérieur, ils ne prennent pas le traitement, ils s'abîment et c'est pareil. » (Homme, 45-50 ans, membre de la direction, diplôme de travail social)

À travers cette rhétorique protectionnelle revisitée par l'emprunt d'un vocabulaire d'obédience psychiatrique (« la contenance »), le sens de la détention se trouve réinvesti comme support d'autonomisation.

« Tout à coup on a voulu modifier la loi des mineurs, on a dit “Droits des mineurs” ! Dès lors, on ne prend plus cette responsabilité et on fait comme si la détention c’était le mal absolu et comme si forcément, on faisait de la merde quand on était entre les murs. Or, expérience faite, vraiment, la recherche d’une certaine autonomie, peut s’appuyer sur les murs de la détention. On peut s’autonomiser en détention. On peut réapprendre des choses dont on a été [privé] quand on est à l’extérieur. » (Homme, 45-50 ans, membre de la direction, diplôme de travail social).

Or, inflexion notable, à la différence du modèle classique de l’autonomisation du sujet, la responsabilité n’est plus seulement abordée comme le résultat de l’action éducative, elle en est également le moteur (Chantraine, 2008, p. 67). Des extraits de dossier décrivant le processus expérimenté à l’extérieur par les jeunes en observation témoignent amplement de ces exigences à devoir se constituer en un sujet « actif » de son insertion. Il montre aussi combien l’échec de cette mise à l’épreuve temporaire du jeune infléchit sur le projet de sortie qui sera préconisé. « Six semaines se sont écoulées et l’équipe éducative n’a pu constater aucune responsabilisation de la part de Simon pour son projet de formation future. Ce constat demeure préoccupant ; en effet, il semble que Simon nécessite d’être pris par la main afin de poursuivre ses études et avancer dans son avenir. Par conséquent, nous nous posons vraiment la question si un placement en milieu ouvert ne constituerait pas une erreur, le jeune semblant avoir besoin d’un cadre fort et protecteur au vu de sa situation, de sa mauvaise gestion des pulsions agressives et de la gravité de son délit. » (Dossier de Simon, Rapport d’observation à l’att. du Tribunal des mineurs, 2010).

Dans cette conception du cadre institutionnel « contenant », c’est moins l’idée de « fermeture » qui est mise en avant que celle de la création « d’un contexte [...] sécurisant, propre au développement de liens »¹⁴ et pouvant favoriser une « rencontre » à partir de laquelle peut naître une relation d’aide ou une relation thérapeutique. Bien entendu, l’efficacité d’un tel « travail sur soi » (fondé sur la réflexivité, la responsabilité et l’auto-détermination) dépend largement de l’adhésion des publics aux préceptes et modèles de conduite qui leur sont proposés. Aussi, les acteurs professionnels ne visent-ils pas (ou ne peuvent-ils prétendre à) la transformation totale des individus, vision vue comme irréaliste compte tenu de la durée de prise en charge ; en revanche, « ils ont à convaincre du “bien-fondé” de la mise en veille de certaines des dispositions incorporées qu’ils jugent inadéquates par rapport aux objectifs visés » (Faure, 2008, p. 35). Certains extraits de dossier témoignent bien de ces visées transformatrices faisant partie de cette « contenance éducative ».

14. En référence aux objectifs d’une institution d’éducation fermée analogue de Suisse Romande (OFJ 2013, p. 12).

« Dans la relation avec les adultes, Ana nous a montré une réelle difficulté à distinguer les priorités de sa vie. Dans le cursus d'observation, il est en effet important qu'elle se rende régulièrement à ses entretiens thérapeutiques. Un certain jour, elle a refusé de manière obstinée à participer, invoquant de manière puérile l'excuse d'un film à visionner avec ses pairs. L'équipe éducative a repris le sujet avec elle. Ana a été capable d'entendre que son obstination était têtue et irréfléchie et que par un tel comportement, elle se déresponsabilisait. Elle a ainsi pu reconnaître lors de cette discussion, qu'elle se devait de faire davantage d'efforts et qu'en plus elle avait vraiment besoin du soutien du thérapeute. Suite à cela, elle s'est régulièrement rendue aux entretiens proposés par le psychiatre » (Dossier Ana, Rapport d'observation du Tribunal des mineurs, 2011).

CONCLUSION

La question des liens entre intérieur et extérieur constitue un enjeu situé au cœur des réformes pénales de la justice des mineurs. Sans être fondamentalement nouvelle, cette question prend une acuité particulière dans un contexte marqué à la fois par la critique de la « désocialisation » induite par l'enfermement et par l'exigence de normes de sécurité plus élevées. Cet article a cherché à éclairer la réception de cette réforme par des professionnels partageant les quatre murs d'un CEF de Suisse romande : il s'agissait de documenter les manières diverses dont la « réalité extérieure » est investie concrètement et symboliquement dans l'intervention engagée par les professionnels auprès des mineurs.

Premièrement, tout en montrant les difficultés auxquelles sont exposés les « nouveaux venus » pour mener à bien leur mission et réduire l'espace entre l'intérieur et l'extérieur, on a vu combien les professionnels présents dans les murs depuis longtemps sont aussi mis à mal par certains effets indirects produits par ces réformes. L'esprit d'ouverture symbolisé par la nécessité de l'accès des jeunes à un régime de droits communs en détention se solde notamment par la mise en concurrence entre groupes professionnels, autour du type d'activité et d'occupation qu'il convient de favoriser pour tourner le jeune vers l'extérieur. Le caractère paradoxal des réformes met en évidence les ambiguïtés de cet « extérieur » avec lequel les professionnels sont enjoins de travailler. Derrière cette diversité d'usages professionnels, ne glisserait-on pas progressivement d'une conception « réaliste » du lien avec l'extérieur – insertion dans le monde du travail – au profit d'une conception pédagogico-thérapeutique orientée autour de la fabrique d'un sujet « responsable », capable d'identifier ses sources de risques, ses ressources et les situations pouvant conduire un comportement délinquant (Quirion, 2012) ?

Deuxièmement, on a vu combien les réserves exprimées quant à la possibilité même d'aligner la vie interne sur l'extérieur incitent certains professionnels à

privilégier plutôt la mise à l'épreuve du jeune à l'extérieur de l'institution. Plus qu'une ouverture réelle, ces autorisations de sortie révèlent la force des contraintes qui pèsent sur les jeunes et les exigences normatives auxquelles ces derniers doivent se plier pour « pouvoir sortir » – notamment l'adhésion à l'injonction très forte de « responsabilité ». Derrière la multiplicité des regards professionnels « observant » le jeune, ces analyses témoignent également d'une extension du contrôle au-delà des murs de l'institution.

Finalement, il apparaît que derrière ces manières hétérogènes d'entretenir des liens avec l'extérieur, le cadre contenant de l'institution est remis au centre de la philosophie éducative mobilisée. Prenant ses distances avec le langage carcéral, la notion de « contenance » s'accommode bien de la porosité relative des frontières de l'institution tout en rappelant les vertus émancipatrices du milieu fermé. Ce référent semble en effet tirer son attrait symbolique de la croyance dans une possible émancipation du « sujet » par l'enfermement, et constitue donc une « raison d'être » (Gaspar 2012) de la prise en charge en centre fermé à laquelle les acteurs ne semblent pouvoir renoncer sans que leur travail se vide de sens.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAILLEAU, F. ; CARTUYVELS, Y. (sous la dir. de). 2007. *La justice pénale des mineurs en Europe. Entre modèle Welfare et inflexions néo-libérales*, Paris, L'Harmattan.
- BODIN, R. 2011. « Une éducation sentimentale. Sur les ambiguïtés de l'accompagnement en éducation spécialisée », *Déviance et société* vol. 35/1, p. 93-112.
- BOUAGGA, Y. 2013, *Humaniser la peine ? Ethnographie du traitement pénal en maison d'arrêt*, Thèse de doctorat, 21 octobre, Université Paris 13.
- CHANTRAINE, G. (sous la dir.de) 2008. *Trajectoires d'enfermement. Récits de vie au quartier mineur*, Rapport final, Études & Données pénales, Centre de Recherches sociologiques sur le Droit et les Institutions pénales – CESDIP (UMR 8183), ministère de la Justice / CNRS, n° 106.
- CHANTRAINE, G. ; SALLÉE, N. 2013. « Éduquer et punir. Travail éducatif, sécurité et discipline en établissement pénitentiaire pour mineurs », *Revue française de sociologie* vol. 3 n° 54, p. 437-464.
- COMBESSIE, Ph. 1994. « L'ouverture des prisons et l'écosystème social environnant », *Droit et Société*, 28, p. 629-636.
- CONSEIL DE L'EUROPE. 2008. Recommandation cm/rec 11 du Comité des Ministres aux États membres sur les Règles européennes pour délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures, adoptée par le Comité des Ministres le 5 novembre 2008.
- COUTANT, I. 2012. *Troubles en psychiatrie. Enquête dans une unité pour adolescents*, Paris, La Dispute.
- FAURE, S. 2008. « Les politiques du corps visant les milieux populaires », *Lien social et Politiques*, 59, p. 33-45.
- FOUCAULT, M. 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard.

- FRAUENFELDER, A. ; NADA, É. ; BUGNON, G. avec la coll. de DELAY, C. 2013. *Ce que enfermer des mineurs veut dire. Controverses professionnelles, conceptions éducatives et justifications contemporaines de l'enfermement*, Rapport final d'une étude sociologique, CTI/Berne, Genève, HETS.
- FRAUENFELDER, A. ; NADA, É. ; BUGNON, G. 2014. « “Savez-vous où vous mettez les pieds ?” Enquêter dans un Centre éducatif fermé », *Cultures et sociétés. Sciences de l'Homme* n° 30, p. 68-75.
- GASPAR, J.-F. 2012. *Tenir ! Les raisons d'être des travailleurs sociaux*, Paris, La Découverte.
- GOFFMAN, E. 1968. *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit.
- HELLER, G. 2012. *Ceci n'est pas une prison. La Maison d'éducation de Vennes. Histoire d'une institution pour garçons délinquants en Suisse romande (1805-1846-1987)*, Lausanne, Antipodes.
- LAHIRE, B. 1998. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan.
- MUCCHIELLI, L. 2005. « Les centres éducatifs fermés : rupture ou continuité dans le traitement des mineurs délinquants », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière » (RHEI)* n° 7, p. 113-146.
- OFFICE FEDERAL DE LA JUSTICE. 2007. « Mineurs en détention avant jugement », *Bulletin info. Informations sur l'exécution des peines est mesures*, Berne, OFJ, n° 1.
- OFFICE FEDERAL DE LA JUSTICE. 2013. « Coup de projecteur : foyers d'éducation fermés », *Bulletin info. Informations sur l'exécution des peines est mesures*, Berne, OFJ, n° 2.
- QUELOZ, N. ; BÜTIKOFER REPOND, F. 2002. « Évolution de la justice des mineurs en Suisse », *Déviance et Société*, 2002/3 Vol. 26, p. 315-328.
- QUIRION, B. 2012. « Réformer, réadapter ou responsabiliser le détenu », *Déviance et société* 36 (3): p. 339-355.
- ROSTAING, C. 2009. « Interroger les changements de la prison. Des processus de déprise et de reprise institutionnelle », *Tracés. Revue de sciences humaines* n° 17, p. 89-108.
- SALLÉE, N. 2012. « De la prison dans la ville à la prison-ville. Métamorphoses et contradiction d'une assimilation », *Politix* Vol. 25 / n° 97, p. 75-99.
- SALLÉE, N. 2014. « Les mineurs délinquants sous éducation contrainte. Responsabilisation, discipline et retour de l'utopie républicaine dans la justice française des mineurs », *Déviance et société* Vol. 38/1, p. 77-102.
- ZERMATTEN, J. 2008. « Justice des mineurs : sécurité publique ou intérêt de l'enfant ? » dans M. Favez (sous la dir. de) *La famille pour grandir. De l'enfance cabossée à la famille rêvée*, Lausanne, EESP, p. 89-107.